



Déclaration préalable de La CGT au CCE du 14 décembre 2018.

A l'heure où nous tenons cette réunion, des rassemblements et manifestations ont lieu partout en France, à l'appel de La CGT, pour revendiquer des hausses de salaires et souligner le ras le bol contre la vie chère exprimé par les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi.

C'est cette même difficulté à vivre dignement de son travail, ce même ras le bol de l'injustice fiscale et sociale que les Gilets jaunes dénoncent partout en France depuis un mois, après les avoir subis en silence pendant des années.

Les Gilets jaunes, ces gens dont nos dirigeants politiques n'ont ni vu ni entendu venir la colère, posent des questions pourtant fondamentales :

- elles portent sur le partage des richesses que nous, salariés, produisons,
- elles interrogent sur les privilèges exorbitants de celles et ceux qui exploitent le travail d'autrui, le nôtre,
- elles interpellent sur le mépris affiché par le Président de la République et ses amis envers les classes laborieuses,
- elles parlent aussi de la démocratie à construire, de citoyenneté pleine et entière à redonner au peuple,
- elles listent les indispensables services publics de proximité (hôpitaux, écoles, poste, transports collectifs, etc.) à remettre en place,
- elles questionnent le rôle de l'impôt et celui des cotisations sociales dans l'établissement d'une juste participation de chacun au financement d'une société solidaire au service du progrès social et du développement durable,
- ...

Ces questions, nous, à La CGT, les portons depuis longtemps. C'est pourquoi nous nous félicitons que, par un mouvement inédit, spontané, populaire, elles émergent enfin de l'ombre médiatique et soient posées, débattues, sur la place publique.

Nous notons cependant que les annonces faites par le Président de la République, lundi 10 décembre, n'ont pas apporté de réponses à ces questions cruciales, elles n'ont pas satisfait aux attentes des Gilets jaunes. Elles n'ont pas répondu non plus aux revendications que notre Confédération exprime depuis longtemps et que notre syndicat décline auprès du groupe Hyatt :

- l'augmentation immédiate et générale des salaires avec un talon minimum de 300 euros brut par mois, afin que les salariés les plus mal payés puissent vivre dignement de leur travail,
- une prime de fin d'année de 1 000 euros pour tous ceux qui, par leur travail dans un hôtel Hyatt, qu'ils soient embauchés directement par Hyatt ou qu'ils soient embauchés par un sous-traitant, contribuent aux très bons résultats du groupe,
- l'amélioration des conditions de travail par une réelle prise en compte des problématiques signalées par les représentants du personnel (DP, CE, DUP, DS) notamment en matière de recrutements à opérer, de pénibilité à réduire, de temps de travail à mieux organiser,

- la fin de la sous-traitance qui, à côté de l'optimisation fiscale pratiquée par le groupe, n'est qu'un autre moyen de goinfrer toujours plus les actionnaires.

Nous rappelons ici, comme nous l'avons déjà fait lors de la réunion d'octobre, que, depuis le 25 septembre, une cinquantaine de salariés du Park Hyatt Vendôme est en grève reconductible pour obtenir, entre autres, l'internalisation des salariés du sous-traitant dans les effectifs de l'hôtel et de meilleurs salaires.

Ce que demandent nos collègues, c'est ce que, à leur manière, les Gilets jaunes demandent : pouvoir vivre décemment de son travail, être reconnu comme un être humain digne de l'attention des plus riches et non comme un outil parmi d'autres, utile uniquement à créer des richesses dont on ne reçoit que des miettes.

Les grévistes ont montré leur détermination à tenir. Que faut-il de plus pour que Hyatt, 14^{ème} dans le palmarès des entreprises où il fait bon travailler dans le monde, accède enfin à leurs légitimes revendications ?

Nous le disons tout net : cette grève a assez duré ! Hyatt doit maintenant céder et, a minima, embaucher le personnel de STN qui a contribué à l'obtention de l'étiquette « Palace » et augmenter les salaires de ceux que le groupe emploie directement.

Nous savons, vous comme nous, que les grévistes du PHV ne quitteront pas leur piquet de grève tant qu'ils n'auront pas satisfaction sur ces points.

Nous savons, vous comme nous, que leur colère est contagieuse. Déjà, au Hyatt Etoile, les salariés grondent du fait d'une réouverture mal gérée, de droits acquis (vente de cadeaux de Noël par exemple) remis en cause sur des prétextes fallacieux (RGPD, pseudo-éthique du groupe), d'incapacité, voire d'incompétence, de la direction à fournir des informations fiables (listing à jour du personnel pour que le CE établissent les chèques cadeaux, par exemple), de droits bafoués (refus de la prise en charge par l'hôtel des repas consommés pendant les stages de formation, par exemple), ...

Les gilets jaunes ont mis en commun leur douleur sociale. Leur précarité et leur souffrance individuelle communes ont créé ce fort sentiment d'appartenance à une sorte de « Tiers-Etat » du 21^{ème} siècle ; ils se sont donné un drapeau : le gilet jaune qui rend visibles aujourd'hui les invisibles d'hier.

Cette même mise en commun du mal-être, de la précarité, de la difficulté à finir le mois, est en route aussi parmi les salariés qui travaillent pour le groupe Hyatt. Nous l'exprimons ici, dans cette instance qu'est le CCE. Hyatt aurait tort de continuer à afficher son mépris à l'égard des petites gens, de ces invisibles qui font tourner ses hôtels (et ses tiroirs-caisses !). Nous espérons que le groupe répondra mieux aux attentes des salariés que ne l'a fait le Président de la République aux demandes des gilets jaunes.

Demain samedi, nous sortirons nous aussi nos gilets. Et nous appelons nos collègues à faire de même. Rouge ou jaune, peu importe la couleur. Car la colère est la même. Et elle grandit.